

LE 11 NOVEMBRE 2002 A 11 HEURES ON PEUT APPORTER DES FLEURS SAUVAGES

La prochaine guerre annoncée en Irak a déjà lieu sur ce champ de bataille et sur bien d'autres, ce n'est pas d'aujourd'hui, mais depuis des décennies. Si ce n'est pas en Irak, c'est au Caucase qu'auront lieu les plus récentes mises à jour des technologies "duales" : nucléaires, biologiques, chimiques civiles et militaires.

GRENOBLE : LE GENIE CIVIL FLIRTE AVEC L'INDUSTRIE MILITAIRE

Dans cette guerre au vivant que mène le techno-capitalisme, Grenoble constitue depuis un siècle un avant-poste offensif et un arsenal prospère. *"C'est à Pont-de Claix que furent fabriqués, pendant la guerre de 1914-1918, les premiers obus à gaz. Ce gaz, à base de dérivés du chlore, avait une odeur piquante ; les poilus l'appelèrent le gaz moutarde. Mais, comme il avait été utilisé pour la première fois par les allemands, en 1917 sur le front d'Ypres en Belgique, on le dénomma l'ypérite"* (Les Affiches.1/11/2002).

La guerre 1914-1918 est une divine chance pour la recherche et l'industrie grenobloise. Des biscuits Brun et pâtes Lustucru aux obus Bergès, les entreprises locales connaissent un essor exceptionnel : aménagements hydroélectriques pour pallier les pertes des charbonnages occupés, boom dans la construction mécanique, floraison des sites électrochimiques. Matériels électriques, explosifs, coton nitré, papier à cartouche et gaz de combat sortent à jet continu des usines de l'agglomération. La métallurgie, triplant ses effectifs, fabrique jusqu'à 50 000 obus par jour. Les productions de chlore, d'aluminium et d'aciers spéciaux prolifèrent dans la vallée de La Romanche à Jarrie et Livet-Gavet.

Les chercheurs mettent la main à la pâte, comme Georges Flusin, responsable de labo à la fac, sollicité par Aimé Bouchayer, un des principaux industriels de la région et intermédiaire du Gouvernement pour la production de guerre. Il embauche des chimistes, fabrique du magnésium pour l'artillerie, du chlore et autres toxiques pour les gaz de combat. Les installations grenobloises produisent des alliages spéciaux et des substances chimiques : par exemple, du phosgène qui, mélangé au chlore fit 6000 morts sur le front russe le 31 mai 1915. Ce même phosgène qui, expulsé de Toulouse après l'explosion d'AZF le 21 septembre 2001, nous revient comme un boomerang. *"Toute cette année le phosgène a été transporté de Toulouse aux sites de Rhône-Alpes. Certains conteneurs arrivaient de Tchétchénie dans des conditions de sécurité lamentables"* raconte Maurice Rognin, syndicaliste CGT de Rhodia Pont-deClaix (L'Humanité.21/09/2002). *"De quoi améliorer encore l'image de cette région, réputée la plus dangereuse de France"*, ajoute de son côté le Canard Enchaîné (25/09/2002).

NOS VIES VALENT MOINS QUE LEURS PROFITS

Pourquoi une industrie intolérable à Toulouse est-elle bienvenue à Grenoble ? Serions-nous plus résistants aux gaz toxiques ? En réalité, dans la cuvette grenobloise, on ne voit que les "retombés économiques" des nécro-technologies* qui prolifèrent : 19 sites Seveso, 4 sites nucléaires, trois labos classés P3 manipulent virus et bactéries mortels. Sans parler des fleurons high-tech du Grésivaudan (Memscap, Soitec, ST Microelectronics) qui stockent des gaz liquides et des sulfates hautement contaminants servant à graver le silicium, sans faire l'objet d'un classement "à risque".

Prenons Rhodia Intermédiaires, sur la plate-forme chimique de Pont-de-Claix : On y utilise depuis 40 ans le phosgène sous pression, pour la fabrication d'un autre composant chimique, le toluène diisocyanate (TDI). *"En cas de rupture de la plus grosse conduite, les premiers décès seraient enregistrés sur un rayon de 2700 m et les effets irréversibles sur la santé dans un rayon de 6360 m"* (Le Dauphiné. 24/06/2002).

Mais il en faut plus pour effrayer le Grenoblois. D'ailleurs Maurice Michel, patron du site Rhodia le rassure : *"le risque est très hautement improbable sauf acte de malveillance"* (Idem)

Les risques existent : risques d'explosion, de contamination de l'air et de l'eau, d'accidents de la route impliquant des produits dangereux en pleine agglomération, de maladies du travail ; et pourquoi faire ?... Des sièges de voitures ! Le TDI, principal débouché du phosgène, sert à la fabrication des mousses de l'industrie automobile. Le phosgène est utilisé dans l'agrochimie pour la fabrication d'herbicides (source : Union des Industries de la Chimie). En somme, les nuisances servent à fabriquer les nuisances. Oui, mais c'est bon pour la croissance ! A Jarrie et Pont-de-Claix, la chimie règne ; un ancien conseiller municipal lâche le morceau : *"Ce site rapporte beaucoup d'argent à la commune. Jamais Jarrie ne se serait développé comme ça. Et vous avez vu Haute-Jarrie ? Les terrains valent de l'or: Les constructions, villas, piscines se multiplient"*. (L'Essentiel de Grenoble.10/10/2001).

POURQUOI CE SILENCE ASSOURDISSANT ?

Le choix de plus de piscines contre la sécurité de toute l'agglomération, la lutte est trop inégale. Pourtant nous persistons : non seulement, nos vies passent avant leurs profits, avant les taxes professionnelles, avant tout développement soi-disant "soutenable" ; mais elles passent aussi avant les emplois, fussent-ils payés à prix d'or par les arsenaux de la guerre au vivant. Nous réclamons la fermeture et non le déplacement à Toulouse ou ailleurs de ces arsenaux. Ces choses là ne vont pas sans dire dans une ville qui a fait de "la liaison recherche-industrie", son horizon indépassable, ignorant soigneusement que cette liaison est aussi bien civile que militaire, publique que privée

L'histoire repasse les plats en 39-45 et Grenoble, fille à soldats, multiplie ses contrats techno-militaires essentiellement via deux officiers physiciens, Félix Esclangon et Louis Néel futur prix Nobel. Celui-ci dispose de puissants soutiens auprès de la

Marine et de contact au CNRS. Cette collaboration entre les rescapés de la Marine, de l'Armée de l'Air et l'institut polytechnique de Grenoble (IPG) inspire des recherches et donne naissance à des équipes dont la durée et l'importance sont occultées : ainsi le service radio mis en place l'hiver 1942, qui devient ensuite le laboratoire d'électronique, celui de détection sous-marine (DSM), base du premier groupe grenoblois en traitement du signal, ou encore le laboratoire de magnétisme du navire, créé par Louis Néel. La paix rétablie, ces contrats militaires s'étendent à de nombreux domaines et apportent aux équipes un financement conséquent et durable.

A la fin des années 40, dans le cadre d'une recherche sur les revêtements anti-radar, Louis Néel implique ainsi toute son équipe de physiciens, mais aussi le laboratoire d'Essai Mécanique (LEM) et celui de haute fréquence dirigée par Jean Benoît. Quelques années plus tard, ce professeur d'électronique intéresse les militaires à ses propres travaux dans le cadre de son "laboratoire d'antennes". Au début des années 1950, grâce aux relations de F. Esclangon, Jean Kuntzmann parvient à signer un contrat avec le Service Technique de l'Aéronautique (STAE) qui permet à son jeune laboratoire de calcul de survivre à des années difficiles. De leur côté, nos industriels ne sont pas en reste : dans les années 1960, la Société Anonyme Merlin-Gérin remporte de gros contrats d'électro-mécanique de sous-marins nucléaires, Neyrpic rafle ceux des cuves de centrales atomiques, tandis que chez Progil à Pont-de-Claix, on travaille aux défoliants que les bombardiers américains pulvérisent sur les forêts du Vietnam.

Le CRSSA c'est quoi ?

Vingt ans après. C'est pour bénéficier de "l'excellent terreau scientifique grenoblois" que l'armée implante en 1989 à la Tronche un laboratoire NBC (Nucléaire, Biologique, Chimique). *"Le Centre de recherche du Service de Santé des Armées (CRSSA) a le désir de développer une large et active coopération avec la faculté de médecine, ainsi qu'avec les différents établissements scientifiques de Grenoble. Il est prêt à mettre à la disposition des chercheurs civils ses caissons thermoclimatiques. A l'inverse, il est désireux d'utiliser les appareils de résonance magnétique nucléaire, dont il existe à Grenoble, un parc plus important que dans toute autre ville. Cette symbiose est une des raisons de l'installation en Dauphiné d'un centre de recherche médicale dépendant du ministère de la Défense Nationale. Nul doute que cette coopération ne se réalise dans l'harmonie, etc."* (Dauphiné Mai 1989)

Résumons. Ce Centre spécialisé NBC étudie non seulement les radiations ionisantes, les gaz toxiques, la résistance au combat (froid, chaleur, sommeil, altitude), mais aussi les virus et les agents "transmissibles et militarisables" : HIV, hépatites, prion (ESB) dengue. On y croise informatique et biologie, en liaison avec le CEA et l'Institut de Biologie Structurale (IBS), tandis qu'un labo dans le labo, classé P3, qui se livre à des expériences de virologie sur des animaux. Cependant le général Curé son ex-directeur, nous annonce *"Il n'existe aucuns travaux secrets chez nous"* (sic) et le laboratoire *"ne pose aucun risque en matière d'environnement"*, même si la norme P3 impose de légères précautions : *"accès restreint au personnel, combinaisons, blouses, masques, lunettes, sur-chaussures, gants de chirurgie, circulation de l'air de*

l'extérieur vers l'intérieur, clapets anti-reflux, barrières de confinement biologique, installations pour la décontamination des déchets, filtres, douches, avertisseurs d'incendie". (Le Daubé 4/05/1999).

"Et toutes ces recherches pour nous protéger, selon les responsables du CRSSA (le Daubé 12/10/2001). Ce qui n'est qu'un demi-mensonge dans un domaine où les mêmes études servent à fabriquer le poison et le remède, le virus et le vaccin, l'épée et le bouclier. La crédibilité du CRSSA se mesure à cette opinion du Docteur Alain JOUAN, l'un de ses biologistes, lors d'un débat voici deux ans au café "Science et guerre de Lyon : "Il existe une barrière morale chez tout être humain et l'utilisation de l'arme biologique dépasse cette barrière, c'est pourquoi un acte terroriste de cette ampleur n'a jamais existé. " (cf Mille et Une science. www.1001.sciences.org.)

C'EST AUJOURD'HUI DEMAIN

C'était bien entendu avant les attentats du 11 septembre 2001 et les envois de lettres au charbon qui suivirent. Ces attentats ont rappelé qu'il n'y avait pas plus d'étanchéité entre les labos et leur environnement qu'entre les recherches civiles et militaires, publiques ou privées. Aucun labo, si strictes soient ses règles de sécurité, n'est à l'abri d'un attentat ou d'un accident. Inondations, incendies, secousses sismiques, restent possibles ainsi que les défaillances humaines. C'est dans les laboratoires militaires américains que le FBI recherche la souche et le coupable des attaques au charbon qui ont frappé les Etats-Unis l'an dernier.

Qu'importe. Les Grenoblois ne se bilent pas. Les himalayistes séjournent dans les caissons hypobars du CRSSA, pour s'habituer aux effets de l'altitude. Et le centre compte 115 civils pour 220 personnes; 115 bons grenoblois qui vont sans doute au ski le dimanche, emmènent leurs enfants à l'école le matin avant d'aller au boulot en vélo, et même boycottent la cantine du centre pour protester contre leurs problèmes d'horaires.

Combien de labos civils signent de juteux contrats avec la Direction Générale de l'Armement ? De la grande boucherie de 14-18, la première guerre industrielle, il ne reste en France que trois monuments aux morts d'inspiration anti-militariste. L'un d'eux se trouve à Pontcharra dans le Grésivaudan. Si l'on nous somme de suivre une tradition locale, nous choisirons celle-ci : Face à la science sans conscience, asservie au profit et à la guerre, nous nous déclarons objecteurs de conscience. Face aux massacres prochains, au Caucase, en Irak, où que ce soit, nous disons : "Sans nous !" Et nous appelons tous les réfractaires à se joindre à nous

Le 11 novembre à 11 heures

À la place du Dr GIRARD (à l'Ile Verte)

Pour un dépôt de gerbe en hommage aux victimes des nécro-technologies

* nécro-technologies : on élargit ici à l'ensemble des moyens de destruction Techno Industriels le terme forgé par J. P. Berland pour désigner ces prétendues biotechnologies.

Premiers signataires : ALTERNATIFS, LCR ,Centre Inter-Peuples et de simples

citoyens.